

l'ECO

de la semaine

19 au 25 Juillet 2025



SOMMAIRE

Échanges - Le Japon entend développer ses partenariats	2
Filière cacao : Le chocolatier suisse Cédric Guillon transmet son savoir-faire	2
Souveraineté financière : Vers la mobilisation du capital propre pour l'Afrique.....	3
Tourisme - Classement Expedia - Madagascar parmi les îles les plus attractives	4
Investissement - Des financements sous conditions pour les projets miniers.....	5
Événement : Bilan positif pour la deuxième édition du Forum Économique Régional de l'Atsimo Andrefana	5
Région du Sud : AFG Bank engagé dans le développement minier durable	6
FER 2025 : Atsimo-Andrefana veut tirer parti des synergies sectorielles.....	6
Emploi - Le salaire des call centers séduit les jeunes	7
Orchestrator - L'IA au service du recrutement vocal.....	7
Dialogue public-privé : Le secteur privé impliqué dans la préparation du projet de loi de finances initiale 2026	8
Groupe Filatex : Envoi de 4 groupes électrogène pour rétablir le réseau électrique d'Antsirabe	9
Filière raphia : demande croissante sur le marché international.....	9
PLFI 2026 - Concertation autour des mesures fiscales.....	9
Coopération régionale - La COI et la Chine renforcent leur partenariat	10
Atsimo Andrefana : La production industrielle locale et la création de valeur ajoutée, encouragées.....	11
Accès à l'énergie solaire : Partenariat entre Sipem Banque et Solarmax	11
Commerce : Trump annonce un accord « énorme » avec le Japon, frappé d'une surtaxe douanière à 15%.....	12
Surveillance maritime - La pêche illégale touche près de la moitié des régions	13
Filière cacao : La variété « criollo » de Madagascar, à sauvegarder	13
Évaluation de la Banque mondiale : Des avancées économiques, freinées par des faiblesses sociales et institutionnelles	14
Semaine de l'industrialisation de la SADC : Synergie entre les secteurs privé et public	15
Diplomatie économique – Madagascar initie une mission de séduction auprès des investisseurs marocains.....	16
Filière raphia à Madagascar : une richesse exportée à l'état brut.....	16
Portrait métier: Etes-vous fait pour être banquier ?	17
Assurance ARO: 50 ans d'excellence et une performance financière solide	18
Argentine : un nouveau prêt accordé par le FMI, accord en vue du versement de 2 milliards de dollars	19

Échanges - Le Japon entend développer ses partenariats

IRINA TSIMIJALY | 19 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Lancé le 18 juillet à Antananarivo, le premier Salon du Japon renforce les liens avec Madagascar. Il illustre une coopération accrue en économie, culture et technologie.

Dans le cadre du tout premier Salon du Japon à Madagascar, qui s'est ouvert le 18 juillet à l'Ibis Ankorondrano, le Japon réaffirme sa volonté de renforcer et développer ses partenariats avec la Grande Île. Il s'appuie sur des collaborations économiques, culturelles et technologiques durables, comme cela a été montré lors de l'événement.



Rafaravavitaifika Rasata, ministre des Affaires étrangères, rappelle que « le Japon est l'un des pays qui collabore avec Madagascar depuis longtemps » et souligne les résultats concrets de cette coopération : « la santé, l'éducation, les infrastructures, notamment le projet d'extension du port de Toamasina, dont la fin est prévue pour 2026 ». Elle cite aussi la coopération agricole avec le projet Papriz, qui aide les agriculteurs, ainsi que les actions avec la JICA, l'Agence japonaise de coopération internationale.

Elle ajoute que plusieurs entreprises japonaises avaient déjà manifesté leur intérêt pour Madagascar l'année précédente, ce qui montre l'attractivité croissante du pays pour les investisseurs.

Plusieurs grandes entreprises japonaises sont implantées à Madagascar. Sumitomo Corporation détient 54,2% du projet minier Ambatovy, l'un des plus grands investissements japonais en Afrique, qui génère près de neuf mille emplois. Tokyo Sangyo participe à l'extension du port de

Toamasina, tandis que Fujitsu, Toyota Tsusho, Suzuki et NEC Corporation sont actifs dans l'informatique, l'automobile et les télécommunications.

Au-delà des infrastructures, le Japon mise aussi sur la qualité des relations humaines pour renforcer son partenariat. L'ambassadeur du Japon à Madagascar, Abe Koji, rappelle que « plus de cent volontaires japonais sont présents à Madagascar et sont devenus de véritables ponts entre nos deux nations ». Il affirme que « le Japon restera un partenaire fidèle de Madagascar et continuera à accompagner le pays ».

Engagement fort

Voahary Rakotovelomanantsoa, présidente de l'Association des Anciens et Amis du Japon à Madagascar (AAAJM), souligne que le salon « s'inscrit dans l'engagement fort du Japon envers l'Afrique et Madagascar », créant « un espace d'échanges humains, économiques et culturels ». Selon elle, l'événement favorise « des opportunités d'affaires gagnant-gagnant, profitant à Madagascar et au Japon ». La TICAD 9, conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, se tiendra au Japon, à Yokohama, du 20 au 22 août. Cette édition est une occasion « de renforcer les alliances entre secteurs publics et privés » et « de montrer la maturité des acteurs africains, notamment les PME et startups malgaches ». Durant la semaine économique organisée par l'Association Économique Madagascar-Japon (AEMAJA), plusieurs activités sont prévues : visites d'entreprises japonaises, conférence « How to connect » par Kakehashi, exposition pendant la TICAD, rencontres B2B, networking et visite culturelle à Tokyo.

Le ministère des Affaires étrangères malgache insiste sur la volonté de « mettre à l'honneur les services et opportunités que Madagascar offre à ceux qui choisiront le pays pour s'implanter ou investir », renforçant ainsi l'engagement entre les deux pays.

Filière cacao : Le chocolatier suisse Cédric Guillon transmet son savoir-faire

NAVALONA R. | 19 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Les apprenants au sein de l'école de chocolaterie Edenia suivent une formation « bean to bar » depuis mercredi jusqu'à ce jour.

Il s'agit d'une formation axée sur la transformation des fèves de cacao jusqu'à la fabrication de tablettes de chocolat. Le chocolatier suisse Cédric Guillon y partage son savoir-faire, fruit de son expérience lorsqu'il occupait le poste de directeur d'une entreprise de production de chocolat basée à Ambanja.

« Le plus important pour moi, c'est de transmettre ce savoir-faire. Et je suis ici en tant que formateur bénévole.

Outre la formation « bean to bar », nous allons également effectuer une démonstration de pâte à tartiner à base de chocolat et de noix de cajou. C'est une recette que j'ai développée personnellement à Ambanja. Elle fait partie des produits de confiserie à base de chocolat. Il s'agira ainsi d'une recette spéciale Edenia », raconte Cédric Guillon.

Avantage

Par ailleurs, ce chocolatier suisse souligne que les artisans fabriquant eux-mêmes leur propre chocolat disposent d'un avantage considérable par rapport aux autres chocolatiers. D'où l'importance de cette formation bean to bar. Dans la même dynamique, « il est crucial de continuer à développer de nouveaux acteurs dans la filière cacao. C'est pourquoi je dispense également une formation-conseil qui aide les participants à créer leur propre entreprise. La majorité des artisans ayant suivi une formation au sein de cette école de chocolaterie ont pu développer leurs activités avec succès. Certains se spécialisent dans la production de beurre de cacao, d'autres dans le chocolat de couverture, qui est un métier à part entière. Tous proposent en parallèle du chocolat fabriqué de manière artisanale.

Si je peux formuler une petite critique, je dirais que la torréfaction des fèves était un peu trop faible chez un artisan

que j'ai rencontré durant mon séjour à Madagascar. Mais il a rapidement corrigé cette erreur. En effet, un chocolat devient impropre à la consommation s'il manque de torréfaction », tient-il à souligner.

Authenticité

Par ailleurs, Cédric Guillon confie qu'un chocolat parfumé avec des essences typiques de Madagascar, fabriqué par un autre artisan, l'a particulièrement impressionné, bien qu'il n'ait pas su identifier l'ingrédient en question.

« Je l'ai fait goûter à mes compatriotes et à ma famille en Suisse, à mon retour au pays l'an dernier. Ils ont tous été agréablement surpris », ajoute-t-il.

Quant à Achille Rajerison, directeur de l'école Edenia, il souhaite promouvoir la culture des cacaoyers à Sainte-Marie. « Il est essentiel d'isoler la variété criollo, qui fait la particularité de Madagascar, dans l'île aux Nattes, afin d'en préserver l'authenticité — tout comme cette destination, à part entière », a-t-il insisté.

Souveraineté financière : Vers la mobilisation du capital propre pour l'Afrique

ANTSA R. | 19 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Face à un déficit annuel de financement, des infrastructures oscillant entre 68 et 108 milliards de dollars, et alors qu'elle n'attire que 2% des investissements mondiaux dans ce secteur, l'Afrique est à un tournant historique. Lors des Assemblées annuelles 2025 de la Banque africaine de développement, une session de haut niveau a réuni à Nairobi des dirigeants, décideurs politiques et experts financiers pour tracer une nouvelle voie vers la souveraineté financière du continent. Organisé par le Département de la mobilisation des ressources et des partenariats de la BAD, en collaboration avec l'initiative « Making Finance Work for Africa », l'événement a mis en lumière l'urgence d'un changement de paradigme : miser sur les ressources africaines elles-mêmes. « L'Afrique n'est pas pauvre. Nos investisseurs institutionnels — caisses de retraite, fonds souverains, compagnies d'assurances — gèrent plus de 2 100 milliards de dollars. Mobiliser seulement 5% de ces actifs suffirait à générer 100 milliards de dollars pour financer nos infrastructures », a souligné Solomon Quaynor, vice-président de la BAD.

Début de la tendance

La baisse de l'aide au développement (-10%) et des investissements directs étrangers (-12%, soit 40 milliards de dollars) renforce cette nécessité. Des modèles africains comme InfraCredit Nigeria montrent la voie, ayant déjà sécurisé plus de 300 millions de dollars de financement en monnaie locale sans pertes majeures sur 8 ans. Son

directeur général, Chinua Azubike, invite à réévaluer le risque infrastructurel, souvent surestimé. Pour transformer cette ambition en réalité, les intervenants ont insisté sur plusieurs leviers : renforcement de la gouvernance, structuration rigoureuse des projets, mécanismes de partage des risques public-privé, réforme du cadre réglementaire et éducation financière.



« Il ne s'agit plus seulement de moyens, mais de volonté politique et de confiance mutuelle entre Africains », a déclaré Boitumelo Mosako, directrice de la DBSA. Un appel partagé par tous les participants : faire de l'intégration régionale et de la mobilisation du capital domestique des priorités stratégiques.

Tourisme - Classement Expedia - Madagascar parmi les îles les plus attractives

IRINA TSIMIJALY | 21 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Préférée par la plateforme Expedia dans son classement des destinations insulaires les plus en vogue de 2025, Madagascar attire de plus en plus de voyageurs internationaux, notamment en provenance des Émirats arabes unis.

Madagascar gagne en visibilité sur la scène touristique mondiale. Dans sa dernière Island Hot List 2025, la plateforme Expedia place la Grande île parmi les destinations insulaires les plus convoitée du moment. Ce classement témoigne d'un intérêt croissant pour le pays, notamment de la part des voyageurs venus du Moyen-Orient.

« Voir Madagascar figurer dans cette liste est une belle reconnaissance du travail accompli par les autorités et les acteurs privés », souligne Navalona Ramanahadray, membre de la Confédération du Tourisme, opérateur touristique et associé-gérant de Aiolos SARL.

Il cite notamment les efforts conjoints du ministère du Tourisme, de l'Office national et de l'Office régional du tourisme de Nosy Be, ainsi que le rôle déterminant de la compagnie Emirates, qui propose désormais six vols hebdomadaires vers le pays.

« Emirates nous a beaucoup aidés en intégrant Madagascar dans ses campagnes régionales, surtout auprès des voyageurs des Émirats », ajoute-t-il.



Un bond spectaculaire

Les chiffres sont parlants : l'intérêt pour Madagascar a augmenté de +265% chez les voyageurs en provenance des Émirats arabes unis - bien plus que pour Phuket (+210%), les Seychelles (+205%), Malte ou Chypre. Un bond qui ne passe pas inaperçu et qui confirme l'image d'une destination encore préservée, loin des circuits touristiques classiques.

Lors du salon Arabian Travel Market, Madagascar participait pour la première fois.

« L'engouement autour de notre stand a été très fort. Beaucoup de visiteurs nous voyaient comme une nouvelle alternative, un endroit encore méconnu, loin du tourisme de masse », raconte Navalona Ramanahadray.

Selon l'opérateur, cette dynamique n'est pas un simple effet de mode.

« Le marché émirati recherche de plus en plus des expériences insulaires, calmes, authentiques. Madagascar peut répondre à cette demande », estime-t-il.

Des actions concrètes ont d'ailleurs été lancées pour encourager les voyages hors saison, notamment en septembre, avec une offre mieux structurée et des campagnes ciblées.

Les profils de voyageurs sont variés : couples, familles, jeunes aventuriers ou digital nomads, tous attirés par la nature, la tranquillité et un certain confort.

« Ils veulent voir les lémuriens, faire de la plongée, loger dans des éco-resorts, goûter la cuisine locale... mais ils attendent aussi un bon niveau de service, une restauration halal-friendly, et parfois un guide parlant leur langue », explique-t-il.

Mais tout n'est pas encore parfait. Madagascar reste une destination difficile d'accès. Le coût des vols, la complexité des liaisons intérieures, le manque d'informations centralisées en ligne ou encore des infrastructures inégales selon les régions constituent autant de freins.

« Il faut continuer à améliorer l'accueil, les hébergements, et surtout la connectivité intérieure », insiste notre interlocuteur.

Des avancées sont toutefois en cours : généralisation de l'e-visa, paiement en ligne pour les hôtels, réservation numérique dans les parcs nationaux - comme à Nosy Tanihely -, avec pour objectif de mieux gérer les flux de visiteurs tout en protégeant l'environnement.

Pour Navalona Ramanahadray, la reconnaissance d'Expedia est une étape importante.

« C'est une occasion à ne pas rater. Si on structure mieux notre offre et qu'on continue à travailler ensemble - public comme privé - Madagascar peut vraiment s'imposer comme une destination incontournable », conclut-il.

À propos d'Expedia

Expedia est l'une des plus grandes plateformes de réservation de voyages au monde. Elle permet aux voyageurs de comparer et de réserver en ligne vols, hôtels, locations de voitures, séjours et activités touristiques. Présente dans des dizaines de pays, elle publie régulièrement des classements et des tendances sur les destinations les plus recherchées. Son influence en fait un acteur clé dans les choix des voyageurs internationaux.

Investissement - Des financements sous conditions pour les projets miniers

IRINA TSIMIJALY | 21 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le financement du secteur minier ne se fait plus sans conditions. C'est ce qu'ont rappelé les banques présentes au Forum économique régional Atsimo-Andrefana, qui s'est tenu le 18 juillet dernier à Toliara.

Lors du panel consacré aux grandes exploitations minières, AFG Bank Madagascar a présenté sa méthode d'évaluation. La banque y a expliqué que le financement ne peut se faire que sous certaines conditions. « Pour nous, un projet minier doit respecter le cadre légal, être clair sur la propriété foncière, et montrer une rentabilité sur la durée », a déclaré Sophie Dago, secrétaire générale de la banque.

Elle a aussi précisé que les études d'impact doivent inclure les aspects sociaux et environnementaux. « Sans cela, un projet ne passe pas », a-t-elle affirmé. L'acceptation locale est, selon elle, un point de vigilance pour la banque.

La banque estime aussi que la stabilité financière du porteur de projet et l'existence de contrats d'achat sont des éléments essentiels. Ceux qui ont déjà travaillé avec des opérateurs miniers partent avec un avantage.

« Ça facilite l'analyse, mais on vérifie aussi la solidité de la gouvernance et la transparence des actionnaires », a précisé Sophie Dago.

AFG Bank a aussi évoqué la création d'un service dédié au secteur minier et le lancement d'une assurance liée à la réhabilitation des sites.

Les banques, de plus en plus exposées au risque minier, veulent s'assurer que les projets sont solides avant de s'engager. Si les opportunités minières dans le sud attirent, les banques rappellent qu'elles n'ouvrent pas leurs guichets sans cadre clair. Le message est posé : l'argent ne circule que si le risque est maîtrisé.

Événement : Bilan positif pour la deuxième édition du Forum Économique Régional de l'Atsimo Andrefana

R.EDMOND. | 21 JUILLET | MIDI-MADAGASIKARA

L'événement phare de la semaine dernière a été sans conteste la deuxième édition du Forum Économique Régional (FER) 2025 de l'Atsimo Andrefana qui s'est déroulée, rappelons-le, les 17 et 18 juillet derniers au Jardin de la Mer à Toliara.

Un bilan positif pour ce rendez-vous qui a accueilli une quarantaine d'exposants issus du secteur public et d'opérateurs économiques engagés pour le développement du pays.

Base Toliara

Portant sur le thème : « Développement régional d'Atsimo Andrefana : Promouvoir et renforcer le lien économique entre les grandes exploitations minières en tant que catalyseur de développement et les autres filières économiques pour dynamiser l'économie locale et régionale », le FER 2025 a tout simplement réussi son objectif de mobiliser les différents secteurs d'activités sur une plate-forme ayant pour vocation de valoriser le potentiel d'Atsimo Andrefana, d'attirer des investissements durables et de bâtir ensemble une trajectoire de développement concertée. Outre les stands d'exposition où les entreprises opérant dans la région Atsimo Andrefana et les administrations publiques ont donné aux visiteurs l'opportunité de s'imprégner du contexte économique du Sud, les deux jours de Forum ont également été marqués par des panels thématiques qui ont été très suivis puisque chaque séance animée par des panélistes de haut niveau a été suivie par plus de 200 participants. On peut citer, notamment la session de la deuxième journée consacrée à Base Toliara durant laquelle, il a été surtout question des impacts économiques et sociaux attendus de ce grand projet minier pour la région Atsimo Andrefana. Une occasion d'informer l'assistance et d'échanger sur les opportunités qui se présentent dans le cadre de Base Toliara

en termes d'emplois, d'affaires et de partenariats avec les opérateurs économiques de la région.

Témoignages

Le FER 2025 aura également eu le mérite de confirmer l'immense richesse minière de l'Atsimo Andrefana, discutée durant une session sur les grandes exploitations minières dans le Sud. Les intervenants ont surtout évoqué la question cruciale de l'accélération du développement minier responsable dans cette partie de l'île. La séance a également permis de suivre les témoignages concrets de PME/PMI qui opèrent en tant que fournisseurs ou prestataires de grandes compagnies minières déjà en activité. Sur ce point d'ailleurs, Base Toliara constitue une véritable manne d'opportunités en emplois induits et de contrats pour les différentes catégories d'entreprises dans l'Atsimo Andrefana.



Une région qui dispose par ailleurs d'autres ressources qui restent à exploiter. A l'instar du tourisme et de l'artisanat, qui font actuellement l'objet d'initiatives menées par le gouvernement. En termes de connectivité par exemple, plusieurs compagnies aériennes régionales et internationales s'intéressent à la destination Sud et entendent

augmenter les vols dans cette partie du pays. Notons que le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) a participé au FER 2025 en tant que parrain de l'événement. Une délégation du MIC conduite par le Directeur

général de l'Industrialisation, Nainanirina Razafindrazaka a participé activement aux différentes séances de cette deuxième édition du Forum Économique Régional (FER) 2025 de l'Atsimo Andrefana. Nous en reparlerons.

Région du Sud : AFG Bank engagé dans le développement minier durable

NAVALONA R. | 21 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

AFG Bank Madagascar, filiale du groupe Atlantic, a participé activement au Forum Économique régional Atsimo Andrefana, qui s'est tenu la semaine dernière à Toliara.

Cette institution financière se veut être un acteur engagé dans le développement minier durable dans la région du Sud. Elle a ainsi exposé ses orientations stratégiques visant à assurer ce développement minier à la fois rentable, inclusif et respectueux de l'environnement lors d'un panel intitulé « Grandes exploitations minières dans le Sud : accélérer le développement minier responsable dans le Sud- stratégies, investissement et ancrage territorial des grandes exploitations ». Cet événement a vu la participation de nombreux acteurs économiques et des représentants du secteur public.



Plusieurs critères essentiels

À cette occasion, Sophie Dago, Secrétaire générale d'AFG Bank Madagascar, a souligné que la bancabilité

d'un projet minier repose sur plusieurs critères essentiels notamment le respect strict du cadre légal et foncier, la disponibilité des réserves suffisantes et une durée d'exploitation rentable. « Les études d'impact environnemental et social rigoureuses, intégrant les enjeux des ESG définis par la fondation Atlantic Group, pour garantir l'acceptabilité sociale, s'avèrent également importantes. En outre, la stabilité économique du porteur de projet ainsi que la gestion des risques liée à la volatilité des prix, sont également des éléments de confort pour la banque », a-t-elle réitéré.

Assurance environnementale

Elle précise qu'une gouvernance solide et un actionnariat crédible restent indispensables pour assurer la pérennité du projet minier. « Ces orientations stratégiques sont en parfaite cohérence avec le nouveau code minier mis à jour en 2023, incitant un développement minier responsable et structuré. Dans la même foulée, AFG Bank va lancer le Mining Desk pour répondre aux défis spécifiques de l'industrie minière à Madagascar. Parmi ses innovations, la banque mettra à disposition, entre autres, une assurance environnementale pionnière, destinée à couvrir les risques financiers liés à la réhabilitation post-exploitation des sites miniers », a fait savoir sa secrétaire générale.

FER 2025 : Atsimo-Andrefana veut tirer parti des synergies sectorielles

ARH. | 21 JUILLET | LES NOUVELLES

La 2^e édition du Forum économique régional (FER) de l'Atsimo-Andrefana s'est achevée vendredi à Toliara. Pendant deux jours, le Jardin de la Mer a accueilli une quarantaine d'institutions publiques et privées venues exposer leurs activités et réfléchir ensemble sur l'avenir économique de la région.

Le thème du forum, axé sur le rôle catalyseur des grandes exploitations minières, a mis en lumière la nécessité de connecter ces industries aux autres filières régionales. Agriculture, pêche, artisanat, tourisme ou transport, toutes les forces productives ont été appelées à s'unir pour renforcer le tissu économique local.

Les panels organisés durant l'événement ont attiré un large public, avec plus de 200 participants par conférence. L'équipe de Base Toliara a rappelé les retombées sociales et économiques attendues pour la région. Les échanges ont permis de mieux cerner les opportunités d'emploi et

de partenariat, notamment pour les PME locales qui collaborent déjà avec les grandes compagnies minières du Sud.

Actions concrètes

Au-delà du secteur minier, le tourisme et l'artisanat sont aussi considérés comme des piliers de développement. Viviane Dowa, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, ambitionne de repositionner ces secteurs comme des catalyseurs de croissance. Elle a salué les efforts conjoints menés avec le ministère des Transports, qui ont permis

d'augmenter les dessertes aériennes internationales. Emirates, par exemple, opérera un vol quotidien entre Dubaï et Madagascar d'ici fin 2025. Ethiopian Airlines, quant à elle, propose désormais 17 vols hebdomadaires, dont une desserte quotidienne, à destination de Nosy Be. La ministre a affirmé la volonté du gouvernement de faire de Toliara une des meilleures destinations touristiques. La connectivité renforcée devrait profiter à l'ensemble de l'écosystème local. Et non des moindres, un panel

dédié aux chaînes de valeur locales a exploré comment les filières agricoles, halieutiques et industrielles, peuvent tirer parti du développement minier.

Pour le gouverneur Tovondrainy Ranoelison Edally, cette édition 2025 suscite beaucoup d'espérance, « les grandes entreprises installées à Toliara, peuvent entraîner tous les autres secteurs à impulser un nouvel élan. » Il appelle désormais à transformer les inspirations en actions concrètes.

Emploi - Le salaire des call centers séduit les jeunes

IRINA TSIMIJALY | 22 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

À Antananarivo, les centres d'appel attirent de nombreux jeunes sans diplôme. Ce secteur en plein essor offre un emploi rapide et accessible.

De plus en plus de jeunes Malgaches intègrent les centres d'appel, un secteur en pleine expansion qui séduit par sa relative accessibilité et des salaires souvent plus attractifs que ceux proposés dans d'autres domaines. À Antananarivo, cette voie professionnelle devient une option privilégiée pour de nombreux jeunes, en particulier ceux qui, faute de moyens ou d'opportunités, n'ont pas pu poursuivre leurs études supérieures. Les centres d'appel représentent ainsi une alternative concrète pour accéder rapidement à un emploi stable et gagner leur autonomie financière.

Kanto, une jeune femme de 20 ans, témoigne de son expérience : « J'ai commencé à 18 ans, après ma première année à l'université. Je n'ai pas pu passer en L2 et je ne savais pas quoi faire pendant les vacances. Comme j'avais des amis dans les call centers, je me suis lancée ». L'accès au métier de téléconseiller reste ouvert aux candidats sans diplôme universitaire. Les conditions d'entrée sont simples : tests de langue (souvent le français ou l'anglais), un entretien, et parfois une période d'essai.

Motivation

Le métier demande surtout de la motivation, une bonne maîtrise des langues étrangères, et un bon sens de la communication. Carinah Mamilalaina a travaillé dans

plusieurs centres d'appel avant de reprendre ses études. Son expérience a servi de base à un mémoire de recherche intitulé « Approche géographique du call center à Antananarivo ».



Elle explique : « J'avais seulement le bac. Pendant le confinement, ma famille avait des difficultés. J'ai postulé et j'ai été recrutée. Le secteur recrute même sans diplôme. » D'après les responsables interrogés, près de 70% des candidats ont entre 18 et 25 ans. « Beaucoup sont des bacheliers qui n'ont pas les moyens de continuer leurs études. Ici, on ne demande pas beaucoup d'expérience, c'est ce qui attire », affirme un chef de projet.

Orchestrator - L'IA au service du recrutement vocal

IRINA TSIMIJALY | 22 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Eqima Solutions lance Orchestrator, un outil vocal IA pour faciliter le recrutement et la formation en relation client.

Développée par Eqima Solutions, une entreprise spécialisée dans les technologies au service des PME, la plateforme Orchestrator apporte une innovation dans le domaine du recrutement vocal. Destinée aux centres d'appel et aux métiers liés à la relation client, elle propose une nouvelle approche : un évaluateur vocal automatisé, fondé sur l'intelligence artificielle.

Le principe est simple. À partir d'un enregistrement ou d'un appel, l'outil analyse trois éléments clés : l'accent, la fluidité du discours et l'intonation. Le système génère ensuite

un retour automatique, sans intervention humaine. Ce qui, jusqu'ici, relevait souvent d'une appréciation subjective devient standardisé et reproductible.

« Dans les métiers où la voix est un outil de travail, il est logique de chercher des moyens d'évaluation plus objectifs. Ce que nous proposons, c'est un appui technique pour des décisions qui restent humaines », explique Domoina Ramisa, directeur général d'Eqima Solutions.

Orchestrator s'adresse aux recruteurs, responsables des ressources humaines, formateurs et superviseurs. Il peut

être intégré à un processus de recrutement pour évaluer un candidat ou être utilisé en interne pour accompagner la formation continue.

Actuellement disponible gratuitement, cet évaluateur vocal constitue le premier d'une série d'outils d'intelligence artificielle en cours de développement. Parmi les prochaines innovations envisagées figurent l'analyse automatisée des états financiers ainsi que l'exploitation des données opérationnelles au sein des institutions financières.

Avec Orchestrator, Eqima Solutions cible en priorité les petites et moyennes entreprises, en leur proposant des outils simples, accessibles sans expertise technique, pour répondre à des besoins concrets. L'objectif est clair : structurer les pratiques de recrutement et de formation sans recourir à des solutions complexes et onéreuses. L'évaluateur vocal ne se substitue pas au jugement humain. Il vise à offrir une base d'analyse stable et équitable dans un secteur où la voix est l'élément central du métier.

Dialogue public-privé : Le secteur privé impliqué dans la préparation du projet de loi de finances initiale 2026

R.EDMOND. | 22 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

L'État joue à fond le jeu de la transparence et adopte un processus inclusif, dans la préparation du projet de loi de finances initiale 2026. Un grand pas a été franchi, hier, avec la tenue au Café de la Gare d'une réunion, entrant dans le cadre du dialogue public-privé.

Preuve de l'importance capitale d'une telle initiative, pratiquement tous les groupements du secteur privé étaient représentés dans cette plateforme DPP qui a vu la présence, côté gouvernement de trois ministres, en l'occurrence, la ministre de l'Économie et des Finances (MEF), Rindra Hasimbelo Rabarinirinaronisoa ; du ministre de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), David Ralambofiringa ; et du ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures (MÉH), Olivier Jean Baptiste.



Continuation

Animée, par l'EDBM qui en assure le secrétariat technique, cette réunion à laquelle ont également assisté des techniciens de l'administration fiscale et douanière est la continuation d'un processus qui a débuté en mars dernier avec la présentation au secteur privé, faite par le ministère de l'Économie et des Finances, de la liste des mesures d'incitations fiscales devant faire l'objet d'une discussion, en vue de leur suppression. Une mesure de réduction des dépenses fiscales, discutée rappelons-le, avec le Fonds monétaire international, afin de parvenir à un objectif d'augmenter les recettes fiscales. Des discussions techniques ont par la suite eu lieu entre les techniciens de l'administration fiscale et des représentants du secteur privé. Et ce, avant la réunion de coordination organisée avec l'EDBM les 16 et 17 juillet derniers, en préambule à la réunion d'hier.

Consensus constructif

Une réunion qui traduit, en tout cas, la volonté du gouvernement de concrétiser sa démarche de bonne

gouvernance fiscale, et d'une préparation transparente et inclusive de la loi de finances initiale. Une initiative saluée par le secteur privé. « Il y a eu vraiment des discussions techniques entre l'administration et le secteur privé », a déclaré le président du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM), Francis Rabarijohn. Pour sa part, le président du Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy, Rivo Rakotondrasanjy, s'est félicité du fait qu'un consensus constructif pourrait se dégager de cette plateforme de dialogue public-privé. Sur ce point, d'ailleurs, le secteur privé lui-même fera des propositions, sur la base de la liste des dépenses fiscales concernées lesquelles seront soumises au Conseil des ministres en vue d'une décision finale. Notons que la présidence du comité de pilotage de la plateforme de dialogue public privé est assurée par le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa. Dans le discours d'introduction qu'il a prononcé, hier, ce dernier a réitéré la volonté du gouvernement de concrétiser ses objectifs de bonne gouvernance. Il a, par ailleurs, fait état de l'amélioration des systèmes d'échange entre l'administration et le secteur privé.

Bonne gouvernance budgétaire. Pour le ministère de l'Économie et des Finances, cette initiative confirme les nombreuses étapes déjà franchies dans la bonne gouvernance budgétaire. Outre le dialogue public-privé, ce département organise également des conférences budgétaires, dans les différentes régions de l'île, dans un objectif de recueillir les priorités au niveau des collectivités territoriales décentralisées. Cette année, la tenue du dialogue public-privé, sur les dispositions fiscales, qui intervient à un peu moins de trois mois avant la présentation du projet de loi de finances initiale au Parlement témoigne encore des efforts entrepris par le MEF dans sa démarche de transparence et de processus inclusif. Notons que plusieurs résolutions ont été prises, à l'issue de la réunion d'hier, et dont les détails seront connus à travers un communiqué conjoint qui sera publié par les deux parties.

Groupe Filatex : Envoi de 4 groupes électrogène pour rétablir le réseau électrique d'Antsirabe

R.EDMOND. | 22 JUILLET | MIDI-MADAGASIKARA

Perturbé par l'incendie qui l'a frappé la semaine dernière, le réseau de distribution électrique de la ville d'Antsirabe sera bientôt rétabli à 100%. Animé par sa volonté d'intensifier son appui opérationnel afin de garantir la continuité de l'alimentation électrique dans la région, Filatex Énergies a décidé d'acheminer quatre groupes électrogènes vers la ville d'Eaux, d'ici la fin du mois, dont deux déjà livrés dans la nuit du 18 juillet. Ces moteurs sont dépêchés sur place pour pallier le déficit urgent de production et garantir une injection rapide de 2 MW dans le réseau local. « Face aux imprévus, notre engagement demeure inchangé : garantir une énergie fiable, accessible et réactive aux besoins réels

des territoires », a déclaré Tahina Ramaromandray, directeur des relations publiques du Groupe Filatex. Acteur clé du développement énergétique de Madagascar, Filatex Énergies reste pleinement mobilisé pour soutenir les efforts de continuité de service, en coordination étroite avec les autorités locales et les partenaires techniques. Cette intervention s'inscrit dans la volonté du Groupe d'accompagner durablement le réseau national. Notons que le Groupe Filatex, fondé en 1979 à Madagascar et dirigé par Hasnaine Yavarhoussen, est un acteur clé dans quatre secteurs stratégiques, dont l'énergie.

Filière raphia : demande croissante sur le marché international

ARH. JEAN RIANA | 22 JUILLET | LES NOUVELLES

La demande en raphia ne cesse de croître sur le marché international. La hausse continue du prix de la matière première au niveau local, en témoigne, passant de 9 000 ariary, il y a de cela quatre mois à 11 000 ariary à l'heure actuelle.

« 50% des produits artisanaux exportés par Madagascar vers l'étranger, sont à base de raphia et les grandes marques au niveau mondial revendent nos produits », a fait savoir la ministre du Tourisme et de l'artisanat, Viviane Dewa.

Elle a ajouté que peu de pays disposent de cette fibre naturelle, raison pour laquelle, il faut mettre en place une stratégie nationale pour pouvoir exploiter de manière durable cette filière.

« De ce fait, il est primordial que tous les opérateurs concernés par la filière Raphia, puissent élaborer une stratégie commune permettant à Madagascar de tirer profit de cette ressource naturelle que nous possédons en abondance, en la transformant localement avant son exportation vers les marchés consommateurs », a martelé le ministre de l'Industrialisation et du commerce, David Ralambofiringa lors de l'assise qui s'est tenue, le 14 juillet à l'hôtel Radisson Blu, Ambodivona.

A noter que près de 70% du raphia exporté est encore sous forme brute, générant un revenu modeste d'environ 4 millions de dollars.



« Le raphia est exporté dans 5 continents de par le monde et fait vivre de nombreuses personnes. C'est pourquoi, il est primordial de trouver une bonne stratégie en vue de sa pérennisation et pour que cette ressource devienne un moyen de substance durable et un pilier de l'économie locale », a spécifié la ministre Viviane Dewa.

PLFI 2026 - Concertation autour des mesures fiscales

IRINA TSIMIJALY | 23 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le Projet de Loi de Finances Initiale 2026 (PLFI 2026) se prépare dans un esprit de concertation. Le gouvernement échange avec le secteur privé sur les exonérations et la mobilisation des recettes fiscales.

Le lundi 21 juillet 2025, une rencontre stratégique s'est tenue au Café de la Gare, à Soarano. Elle a réuni des représentants du ministère de l'Économie et des Finances (MEF), du ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), ainsi que des membres du secteur privé, dont le

GEM, le Fivmpama et d'autres opérateurs économiques. L'événement, organisé en partenariat avec l'EDBM, s'inscrit dans la continuité des discussions entamées en mars dernier, puis approfondies lors des réunions techniques des 16 et 17 juillet.

« Cette réunion a pour but de renforcer la transparence du processus et d'éviter des décisions prises unilatéralement », a souligné le gouvernement dans un communiqué. Le débat s'est principalement concentré sur la question des allégements fiscaux. Une liste des exonérations existantes avait d'ailleurs été partagée dès mars 2025, marquant le début d'une consultation élargie. Depuis 2024, Madagascar s'est engagé à réduire progressivement ses dépenses fiscales dans le cadre d'un accord avec le FMI.

Sous contrainte

L'enjeu est de réaliser jusqu'à 280 milliards d'ariary d'économies par an d'ici 2027. Aujourd'hui, les exonérations représenteraient environ 3% du PIB, soit une perte estimée à 2 400 milliards d'ariary pour les finances publiques. Des réformes sont déjà en cours, notamment la suppression de l'exonération de TVA sur les intérêts bancaires, qui devrait rapporter plus de 116 milliards d'ariary, représentant plus

de 80% des nouvelles recettes attendues. D'autres pistes sont explorées, comme la révision de la taxe sur les transactions Mobile Money ou encore l'amélioration des outils numériques de gestion, à travers la plateforme SAFI et le système e-TVA.

Certaines exonérations restent toutefois maintenues, notamment dans des secteurs jugés prioritaires tels que l'agriculture ou les énergies renouvelables. Pour le gouvernement, « la réussite de ces réformes dépendra de leur progressivité, de l'acceptation sociale et d'une redistribution claire des recettes vers les services publics ».

Cette concertation vise à intégrer les suggestions du secteur privé avant la soumission du PLFI 2026 en conseil des ministres. Un communiqué officiel détaillera prochainement les arbitrages retenus. « Ce dialogue est nécessaire pour garantir une meilleure acceptation des mesures fiscales et assurer la stabilité économique à long terme », a conclu le gouvernement.

Coopération régionale - La COI et la Chine renforcent leur partenariat

23 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Commission de l'océan Indien (COI) et la République populaire de Chine ont franchi une nouvelle étape dans leur partenariat ce lundi, avec la signature d'un accord de coopération au siège de la COI, à Ébène, sur l'île Maurice. Cet accord vient renforcer un engagement déjà ancien entre les deux parties, axé sur le développement durable et la solidarité régionale.



Présente en tant que membre observateur au sein de la COI depuis 2016, la Chine confirme ainsi sa volonté d'accompagner les États membres de l'organisation dans plusieurs domaines stratégiques. À travers cet accord, Pékin s'engage à apporter un soutien financier et technique dans des secteurs variés, en lien avec les priorités régionales identifiées par la COI.

La signature a été effectuée par Edgard Razafindravahy, secrétaire général de la COI, d'une part, et Huang Shifang, ambassadrice de la République populaire de Chine auprès de la République de Maurice, d'autre part. Les deux responsables ont salué la solidité des relations entre leurs institutions respectives et ont souligné l'importance de cette coopération dans un contexte régional marqué par des défis communs, notamment en matière d'adaptation au changement climatique, de sécurité maritime et de développement économique.

Cet accord traduit la volonté de la COI de mobiliser ses partenaires au service d'une intégration régionale plus dynamique, inclusive et résiliente, et témoigne également de la confiance accordée par les bailleurs à cette organisation. Outre la Chine, l'Union européenne et l'Agence française de développement figurent parmi les partenaires permanents de la COI dans de nombreux projets.

Atsimo Andrefana : La production industrielle locale et la création de valeur ajoutée, encouragées

R.EDMOND. | 23 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Des produits en raphia, 100% fabriqués à Madagascar et qui deviennent Made in France, juste après un simple repackaging. Le phénomène existe bel et bien et figure parmi les sujets de discussions lors d'un panel sur les filières productives comme la pêche, l'agriculture, l'élevage et les industries, lors de la Foire Économique Régionale Atsimo Andrefana à Toliara la semaine dernière.

Efforts

Une réalité significative de l'insuffisance de valeur ajoutée aux produits d'exportation malgaches. Entraînant une persistance de la dépendance à l'importation sur de nombreux produits. Dans son intervention, l'un des panélistes, en l'occurrence, le directeur général de l'Industrialisation, Nainanirina Razafindrazaka a fait état des efforts entrepris par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce dans la priorisation du développement industriel. Plus particulièrement dans la région Atsimo Andrefana où certains produits comme le sucre et la farine sont encore insuffisants pour couvrir les besoins locaux.

Appui

Selon le Directeur général de l'Industrialisation, les efforts de développement industriel doivent être multipliés pour parvenir à cet objectif. Les initiatives actuelles du ministère de l'Industrialisation et du commerce bénéficient d'ailleurs de l'appui des partenaires techniques et financiers. C'est le cas du Projet de transformation agricole pour la sécurité et les opportunités économiques (PTASO) dans

la région Atsimo Andrefana et dont l'une des composantes est de créer des chaînes de valeur à travers des appuis aux PME agricoles notamment, les coopératives et les transformateurs locaux.



Par ailleurs, le MIC entreprend des initiatives pour intégrer les PME locales dans le circuit des entreprises minières. Une manière de les préparer pour répondre aux besoins de ces entreprises, tout en continuant d'assurer l'approvisionnement quotidien des ménages.

Accès à l'énergie solaire : Partenariat entre Sipem Banque et Solarmax

R.EDMOND. | 23 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Face aux sempiternels problèmes d'accès à l'énergie, endurés aussi bien par les entreprises que par les particuliers, les initiatives privées se multiplient. A l'instar de ce partenariat que viennent de nouer Sipem Banque et Solarmax pour offrir aux usagers des solutions en équipements solaires innovants.

Les deux partenaires ont signé un système d'offre d'achat à crédit sur des équipements solaires, à travers un kit composé de panneaux solaires, convertisseurs, régulateurs, batteries, accessoires de câblage et équipements de protection. Bref, une solution capable de donner aux entreprises et aux particuliers une autonomie énergétique et éviter ainsi les délestages. Le partenariat permet aux potentiels candidats d'acheter à crédit, auprès de

Solarmax avec Sipem Banque, pour une durée flexible de 48 mois, des équipements. Pour Sipem Banque, connue pour être un établissement bancaire de référence, en matière d'accompagnement des entrepreneurs et des PME, cette initiative constitue la preuve de sa volonté de financer un crédit vert. Ce d'autant plus qu'elle a été parmi les banques pionnières à mettre en place un financement vert dans le pays. Cette initiative vient donc étendre son réseau de partenaires en plus des partenariats stratégiques qu'elle déploie déjà sur tout le territoire national. De son côté, Solarmax assure que les équipements, objets de ce crédit vert, sont entièrement neufs, garantis et conformes aux normes internationales.

Commerce : Trump annonce un accord « énorme » avec le Japon, frappé d'une surtaxe douanière à 15%

23 JUILLET | FRANCE 24

Le président américain Donald Trump a annoncé la conclusion d'un accord commercial « énorme » avec le Japon, avec un allègement significatif pour les automobiles nippones, alors même qu'un compromis reste encore incertain avec l'UE, le Mexique ou le Canada d'ici la date-butoir du 1^{er} août.

« Nous venons juste de conclure un énorme accord commercial avec le Japon », a indiqué mardi Donald Trump sur sa plateforme Truth Social, le qualifiant de « sans précédent ».

« Le Japon paiera des droits de douane réciproques de 15% aux États-Unis », a-t-il indiqué, bien en-deçà de la surtaxe de 25% dont l'archipel était menacé au 1^{er} août. Le Japon, bien qu'allié-clé des États-Unis, est actuellement soumis aux mêmes droits de douane américains de base de 10% que la plupart des nations, ainsi qu'à des surtaxes de 25% sur les voitures et de 50% sur l'acier et l'aluminium.



Cet accord avec Tokyo va entraîner la création de « centaines de milliers d'emplois », a ajouté M. Trump, mentionnant des investissements japonais à hauteur de « 550 milliards de dollars » sur le sol américain, sans détail si ce n'est que « 90% des bénéfices seraient perçus par les États-Unis ».

« Nous pensons que c'est une grande réussite d'avoir pu obtenir la plus grande réduction (des surtaxes) parmi les pays ayant un excédent commercial avec les États-Unis », s'est félicité le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba. L'annonce intervient alors que le négociateur Ryosei Akazawa effectuait son huitième voyage à Washington. « Mission accomplie », s'est-il réjoui.

Automobile soulagée

Selon M. Trump, le Japon a accepté de s'ouvrir « au commerce des voitures et des pick-ups, du riz et d'un certain nombre d'autres produits agricoles » venant des États-Unis.

Sur l'automobile, l'enjeu était de taille : l'automobile représentait l'an dernier presque 30% des exportations du Japon vers les États-Unis. Dans l'archipel, l'industrie automobile représente 8% des emplois, bien au-delà de Toyota, premier constructeur mondial.

Or, suite aux surtaxes de 25% imposées depuis avril sur l'automobile, les exportations de voitures japonaises vers

les États-Unis ont dégringolé d'un quart sur un an en mai et en juin.

Selon M. Ishiba, l'accord conclu prévoit que ces surtaxes soient divisées par deux, et s'ajoutent aux droits de douane préexistants de 2,5% pour parvenir à une taxation finale de 15%.

Suite à ces informations, l'action Toyota s'envolait de plus de 14% à la Bourse de Tokyo vers 03h30 GMT.

« Je me félicite vivement que cette étape majeure ait été franchie et dissipe l'incertitude qui préoccupait les entreprises privées », a réagi Tatsuo Yasunaga, président du Conseil du commerce extérieur réunissant les firmes exportatrices nippones.

Mais « sur la base des informations disponibles, il est difficile d'évaluer clairement l'impact (...). Nous souhaitons que le tableau général soit clarifié au plus vite », a-t-il prévenu.

Par ailleurs, gonfler les importations de riz était ces derniers mois un tabou pour Tokyo, qui assurait défendre les intérêts des agriculteurs locaux.

« Nous avons poursuivi les négociations pour parvenir à un accord répondant à l'intérêt national du Japon et des États-Unis » et « rien n'impose des sacrifices à nos agriculteurs », a affirmé mercredi M. Ishiba.

Le Japon importe actuellement jusqu'à 770 000 tonnes de riz exemptés de droits de douane et pourrait importer davantage de céréales américaines dans cette limite --au détriment d'autres origines--, a-t-il expliqué.

En revanche, les surtaxes américaines de 50% sur l'acier et l'aluminium ne sont pas concernées par l'accord, pas davantage que les dépenses de défense du Japon dont M. Trump réclame le renforcement, a précisé Ryosei Akazawa.

L'Europe « demain »

Washington entend imposer à partir du 1^{er} août de massives surtaxes dites « réciproques », initialement prévues au 1er avril puis suspendues, à nombre de ses partenaires commerciaux, à moins que ces derniers ne concluent d'ici là des accords avec les États-Unis.

L'administration Trump compte pour l'heure quatre de ces accords à son actif : outre le Japon, le président américain a annoncé mardi en avoir conclu un avec les Philippines. Les États-Unis se sont par ailleurs déjà entendus avec le Royaume-Uni et le Vietnam.

Et M. Trump a détaillé mardi les conditions d'un accord-cadre conclu avec Jakarta, ouvrant la voie à un accord final encore à construire.

« L'Europe viendra demain et, le jour suivant, nous en avons d'autres qui viennent », a même assuré Donald Trump mardi devant des sénateurs républicains. M. Trump a décrété des droits de douane de 30% sur toutes les importations venant de l'UE et du Mexique à

compter du 1^{er} août. Le Canada encourt 35% de surtaxe et le Brésil 50%.

Les États-Unis se sont par ailleurs entendus sur une désescalade avec la Chine, après une montée des tensions commerciales entre les deux premières puissances économiques mondiales.

Surveillance maritime - La pêche illégale touche près de la moitié des régions

IRINA TSIMIJALY | 24 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar intensifie ses efforts de lutte contre la pêche illégale, qui affecte près de la moitié du territoire national. Hier, dans ses locaux à Ampandrianomby, le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue, en partenariat avec le WWF, a intégré deux nouveaux drones à son dispositif de surveillance, s'ajoutant aux vingt-cinq bateaux déjà mobilisés pour cette mission.

La pêche illégale reste un problème majeur dans plusieurs régions, notamment le Sud-ouest, Menabe, Sofia, Sava, Analanjirofo, Atsinanana, Vatovavy et le lac Alaotra. Dans ces zones, certains pêcheurs utilisent des équipements interdits, comme des moustiquaires détournées en filets ou des filets à mailles trop fines (moins de deux doigts). « Ces pratiques mettent en danger la pérennité de nos ressources marines et doivent être combattues fermement », a déclaré le ministre Paubert Mahatante Tsimanaoraty.

La lutte contre la pêche non réglementée est essentielle pour préserver la biodiversité marine et garantir la sécurité alimentaire des communautés côtières. Grâce à ces nouveaux outils, Madagascar espère mieux surveiller ses zones maritimes et limiter les activités illégales qui se multiplient.

Le ministre a souligné que les moyens ont considérablement évolué : « Nous avions seulement trois bateaux il y a quelques années, aujourd'hui nous en avons vingt-cinq », a-t-il déclaré. Les deux nouveaux drones, fabriqués La Grande île mise ainsi sur des solutions simples et adaptées.

localement à partir de polystyrène, un matériau accessible à Madagascar, sont le fruit d'une collaboration avec des ingénieurs norvégiens et de Dubaï.



Le ministère prévoit également des formations pour ses techniciens afin d'assurer une utilisation efficace de ces appareils sur le terrain. L'objectif est de détecter plus rapidement les infractions et d'intervenir sans délai.

D'autres drones maritimes viendront bientôt compléter le dispositif. « La protection de nos côtes est une priorité, et ces technologies nous aideront à mieux contrôler l'ensemble de nos zones maritimes », a affirmé le ministre.

Filière cacao : La variété « criollo » de Madagascar, à sauvegarder

NAVALONA R. | 24 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Le cacao « criollo » de Madagascar est une variété rare, reconnue mondialement pour son goût fin et fruité avec une faible amertume.

Cette variété réputée pour ses fèves de qualité exceptionnelle est très prisée par les chocolatiers sur le marché international étant donné qu'elle permet de produire du chocolat fin. « Mais il est temps de préserver cette ressource naturelle précieuse de la Grande île. Raison pour laquelle, nous avons pris l'initiative de mobiliser les acteurs touristiques et les communautés locales sur l'île aux Nattes à procéder à la plantation de cacaoyers de cette variété « criollo ». Après des séances de formation

sur la technique de plantation, une centaine de jeunes plants ont été distribués aux communautés locales issues de neuf quartiers pour pouvoir lancer la culture sur l'île. Notre objectif consiste à sauvegarder cette ressource rare en la plantant dans un endroit isolé et enclavé pour éviter sa combinaison avec les autres espèces de plantes de cacaoyers. L'île aux Nattes répond bien à ce critère », a expliqué Achille Rajerison, le directeur de la chocolaterie école de Edenia.

Artisans chocolatiers

Il faut savoir que l'île aux Nattes se situe au sud de Sainte-Marie. Elle n'est accessible qu'en pirogue depuis Nosy Boraha. C'est l'île la plus authentique de Madagascar avec ses plages paradisiaques. C'est également une destination intéressante pour les touristes cherchant un endroit paisible, reposant et authentique afin de se ressourcer. Toujours dans le cadre de la valorisation et de la sauvegarde de la filière cacao, notamment la variété « criollo », un atelier de fabrication du chocolat, suivi d'une séance de dégustation a été organisé par l'école de chocolaterie au profit d'une centaine d'enfants orphelins sur l'île aux Nattes. En outre, des séances de formation pour devenir des artisans chocolatiers sont, en même temps, dispensées aux chefs d'entreprise et aux autres acteurs locaux.

Festival du chocolat

Dans la foulée, l'école travaille également en partenariat avec l'association du tourisme « Destination île aux Nattes », pour organiser le festival du chocolat et d'artisanat sur place. « Notre objectif est de stimuler le tourisme tout en autonomisant les communautés locales et en protégeant l'environnement. Ce sera également une opportunité de mettre en valeur l'incroyable talent des artisans et artistes locaux », a expliqué Karen Røigaard-Petersen, présidente de l'association. Ce festival a débuté par la plantation communautaire de cacaoyers de variété « criollo ». « Outre le carnaval des villages, des concerts de musiques avec des danses traditionnelles animeront journalièrement l'île aux Nattes. Il y aura également des ateliers permettant d'apprendre et de fabriquer de beaux souvenirs en bois, en raphia et en noix de coco avec les artisans locaux qualifiés, sans oublier des expositions et des démonstrations de fabrication de chocolat avec Edenia », a-t-elle conclu.

Évaluation de la Banque mondiale : Des avancées économiques, freinées par des faiblesses sociales et institutionnelles

ANTSA R. | 24 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Madagascar maintient une performance économique stable selon la Banque mondiale, avec une note CPIA de 3,3. Mais des faiblesses en gouvernance et inclusion sociale freinent son développement.

L'édition de juillet 2025 du rapport de la Banque mondiale sur l'évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA 2025) dresse un portrait contrasté de la situation à Madagascar.



Si le pays maintient une performance globale honorable avec une note CPIA moyenne de 3,3, au-dessus de la moyenne des pays bénéficiaires de l'IDA, certaines faiblesses structurelles continuent de peser sur son développement. Le rapport souligne des points forts dans les domaines de la gestion économique (3,3) et des politiques structurelles (3,4), traduisant une volonté de stabilisation macroéconomique et de réforme progressive, notamment dans des secteurs comme l'énergie et les finances publiques. Le pays démontre également une relative discipline budgétaire et un engagement en faveur des

réformes économiques, malgré un contexte de vulnérabilités multiples.

Handicap

Mais ces avancées restent fragilisées par deux domaines critiques aux performances insuffisantes. D'une part, les politiques d'inclusion sociale et d'équité obtiennent une note de 3,2. Le rapport pointe une couverture encore limitée en matière de protection sociale, d'accès équitable aux soins et à l'éducation, ainsi que des inégalités persistantes entre genres et territoires. Cette situation limite les capacités des populations vulnérables à profiter de la croissance. D'autre part, la gestion du secteur public et des institutions reste le talon d'Achille du pays, avec la note la plus basse de 3,1. Le manque de transparence budgétaire, la faiblesse des mécanismes de reddition de comptes et les carences de l'administration publique y sont identifiés comme des freins majeurs à une gouvernance efficace et inclusive. Il est certain que ces résultats indiquent un besoin urgent de renforcer l'État de droit, de moderniser les institutions et d'investir dans le capital humain. Sans amélioration significative dans ces domaines, la résilience économique du pays et son attractivité pour les investisseurs resteront limitées, malgré les progrès observés sur le plan macroéconomique.

Semaine de l'industrialisation de la SADC : Synergie entre les secteurs privé et public

JEAN RIANA | 24 JUILLET | LES NOUVELLES

L a 8^e édition de la Semaine de l'industrialisation de la SADC (SIW) 2025 se déroulera au Novotel Ivandry du 28 juillet au 1^{er} août, sur le thème « Promouvoir l'industrialisation, la transformation du système agricole et la transition énergétique pour une SADC résiliente », dans un esprit de synergie entre les secteurs privé et public.

« Avec l'engagement des partenaires à nos côtés, en l'occurrence le secteur privé, cette Semaine de l'industrialisation de la SADC, sera une réussite », a indiqué Rasata Rafaravavita fika, ministre des Affaires étrangères, hier au Stade Barea Mahamasina.

A noter que cet événement est organisé conjointement par le Secrétariat général de la SADC, le gouvernement malgache à travers le ministère des Affaires étrangères (MAE), le ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC), le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) et la SADC Business Council.

Plus de 400 participants issus des délégations étrangères sont attendus ainsi que plus de 3 000 visiteurs. Cette grande plateforme public-privé verra la représentation de 24 pays avec 100 stands et pavillons pays accessibles au grand public. Douze sessions plénaires et 7 sides events seront également au programme... 105 speakers interviendront dans les 12 sessions plénaires dont 41 experts locaux avec de multiples thématiques à l'agenda.

« Nous tenons à remercier le président de la République Andry Rajoelina et les autorités d'avoir conçu cet événement mettant en exergue l'industrie dans le cadre de l'avant premier du Sommet de la SADC. Cela appuiera l'industrialisation locale » a avancé Tiana Rasamimanana, président de la Syndicat des industries de Madagascar (SIM).

Il a ajouté que dans cette politique d'industrialisation, le secteur privé, s'engage aux côtés des autorités, pour faire de cet événement un succès. « Nous sommes prêts à démontrer que Madagascar dispose d'un vrai tissu industriel », a-t-il confié.

Vision possible et réalisable

Dans la foulée, « L'industrialisation de Madagascar, des pays de la SADC, du continent, est une vision possible et réaliste », a déclaré David Ralambofiringa, ministre de l'Industrialisation et du commerce. Il a tenu à rappeler que les transitions économique, énergétique, écologique... seront débattues durant la SIW 2025. Face à ces enjeux, la SADC a fait le choix d'accélérer le dynamisme industriel et de miser ainsi sur l'industrie comme moteur de développement durable.

« Cet événement est placé sous le sceau de l'intégration régionale fondée sur la coopération industrielle partagée », a affirmé de son côté la ministre des Affaires étrangères. Elle a souligné qu'il ne s'agit pas seulement d'un événement économique, mais également d'une plateforme diplomatique permettant d'élargir différents partenariats.



La SIW 2025 mobilise pour l'occasion une cinquantaine de partenaires, dont Newsmada, Yas, AFG Bank, Star... qui ont d'ailleurs reçu un certificat en guise de remerciements pour leur contribution.

Diplomatie économique – Madagascar initie une mission de séduction auprès des investisseurs marocains

24 JUILLET | 2424.MG

Comment convaincre les investisseurs étrangers de miser sur Madagascar ? La réponse passe par une diplomatie économique renforcée. À l'occasion d'un webinaire axé sur le thème « Investir à Madagascar » initié par Johary Rajobson, ambassadeur de Madagascar au Maroc, des opérateurs marocains et internationaux ont été invités à découvrir les nouvelles opportunités qu'offre la Grande Île. L'objectif est d'attirer des capitaux frais dans un pays en pleine réforme structurelle.

Lors de cet échange, la directrice générale de l'EDBM, Josielle Rafidy, a tenu à rassurer les potentiels investisseurs, en rappelant que « de la création d'entreprise à la délivrance de visas ou de permis de travail, tout est simplifié et digitalisé ». L'EDBM, bras armé de l'État pour attirer les investissements directs étrangers (IDE), se veut aujourd'hui plus que jamais proactif. En 48 heures, une entreprise peut être enregistrée grâce à une plateforme en ligne. De plus, les investisseurs bénéficient d'un after-care, un accompagnement post-installation, preuve d'un changement de paradigme dans l'approche étatique.

Selon Josielle Rafidy, la nouvelle loi sur les investissements, adoptée en 2023, illustre cette volonté à ne

mentionner que liberté de transfert de dividendes, égalité de traitement entre nationaux et étrangers, exonérations fiscales pour certaines zones franches ainsi que les entreprises nouvellement créées. Tout est pensé pour rendre Madagascar compétitif. « C'est une législation alignée sur les standards internationaux » soulève-t-elle.

Mais attirer l'investissement ne se limite pas à des avantages fiscaux. Selon les participants ayant vanté les avantages d'investir à Madagascar durant le webinaire, le pays mise aussi sur ses richesses naturelles dont la vanille, les produits miniers, des potentiels dans le domaine textile et sur son capital humain jeune, notamment pour les secteurs du numérique et du BPO.

Pour Johary Rajobson, ce webinaire s'inscrit dans une stratégie claire qui est de renforcer les liens économiques entre Madagascar et le Maroc, deux pays liés par une coopération historique mais qui doivent aujourd'hui passer à une nouvelle étape. Une façon de dire que la diplomatie se veut désormais un levier concret de développement.

Filière raphia à Madagascar : une richesse exportée à l'état brut

JEAN RIANA | 25 JUILLET | LES NOUVELLES

Madagascar produit chaque année environ 80.000 tonnes de raphia, un matériau naturel très recherché sur les marchés internationaux. Pourtant, plus de 95% de cette production est exportée à l'état brut, sans transformation locale significative. Résultat : malgré une forte demande mondiale et une présence dans les vitrines des plus grandes marques, la filière ne génère que 4 millions de dollars par an pour le pays. Un chiffre dérisoire au regard du potentiel de ce produit emblématique. Ce paradoxe met en lumière une faiblesse structurelle : Madagascar exporte une richesse, mais capte très peu de valeur.



Alors que le raphia malgache s'invite dans les collections de maisons de luxe comme Saint-Laurent, Gucci ou LVMH, les paysans des zones productrices, notamment dans la région de Melaky, continuent de vendre leur production à des prix bas. Dans certains districts, ces prix sont même en baisse, alors que sur les marchés internationaux, les

cours du raphia poursuivent leur tendance haussière. Ce déséquilibre illustre une filière désorganisée, où ceux qui travaillent à la base ne bénéficient pas des retombées économiques générées en aval.

Ce système d'exportation brute est aujourd'hui largement remis en question par les autorités. Le constat est clair : ce sont les pays importateurs et transformateurs qui réalisent les profits, tandis que Madagascar reste cantonné au rôle de fournisseur de matière première. À l'étranger, le raphia est transformé en sacs, chapeaux, accessoires ou objets décoratifs vendus à des prix multipliés par cinq à dix par rapport à la matière première.

Face à ce constat, les responsables gouvernementaux appellent à un changement de paradigme : passer d'une économie d'exportation brute à une économie de transformation locale. Ce basculement permettrait non seulement de capter davantage de valeur ajoutée, mais aussi de créer des emplois, de stimuler les savoir-faire artisanaux et de structurer durablement un secteur à fort potentiel.

Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce s'engage dans cette voie. Selon ses responsables, la structuration de la chaîne de valeur est une priorité : cela passe par l'identification des acteurs, la formalisation des coopératives, la professionnalisation progressive des opérateurs, et un meilleur accompagnement des initiatives locales. Entre artisanat et industrialisation, il existe plusieurs étapes intermédiaires que Madagascar peut franchir avec les bons outils et un appui adéquat.

Le manque d'accès au financement constitue un frein majeur à la transformation locale. De nombreux producteurs et transformateurs potentiels ne peuvent pas investir faute de formalisation. Or, sans statut légal, il leur est impossible de solliciter des financements bancaires ou des appuis publics. D'où l'appel à accompagner la transition vers une filière formelle, organisée et connectée aux dispositifs de soutien existants.

Possible transformation

Autre défi souligné : la rupture de confiance entre le secteur privé et l'administration. Pour surmonter ce blocage, le gouvernement souhaite établir un dialogue plus transparent et proposer des cadres incitatifs. La formalisation, souvent perçue comme une contrainte, doit devenir un levier d'opportunités.

Des initiatives locales montrent pourtant que la transformation est possible. Plusieurs marques malgaches ont déjà commencé à produire des objets en raphia à forte valeur ajoutée, parfois vendus à l'international. Ces pionniers, souvent appuyés par des partenaires techniques, prouvent que le savoir-faire existe, que les marchés sont là, et que les perspectives sont réelles. Il s'agit désormais

de massifier ces démarches, d'industrialiser sans dénaturer l'artisanat, et de bâtir un écosystème où le raphia malgache sera transformé et valorisé sur place.

Car au-delà de l'économie, le raphia porte aussi une dimension culturelle et sociale forte. Sa transformation mobilise des compétences traditionnelles, notamment chez les femmes, perpétuant des gestes hérités de générations en générations. Le soutenir, c'est aussi préserver un patrimoine vivant, tout en participant à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales.

Aujourd'hui, le pays se trouve à la croisée des chemins. Rester dans un modèle basé sur l'exportation brute, c'est continuer à perdre une immense partie de la valeur créée par le raphia. Miser sur la transformation locale, c'est engager une trajectoire de développement plus inclusive, plus souveraine et plus rentable pour le territoire.

Le défi est certes technique, logistique, financier. Mais il est aussi politique et stratégique. La demande mondiale pour des matériaux durables et éthiques ne cesse de croître. Madagascar a le produit. Il lui reste à construire les conditions pour le transformer chez lui, par lui, et pour son propre développement.

Portrait métier : Etes-vous fait pour être banquier ?

NAMBININA JAOZARA | 25 JUILLET | LES NOUVELLES

Le métier de banquier vous attire ? Il ne suffit pas d'aimer les chiffres ou d'avoir les yeux qui brillent devant des liasses de billets pour réussir dans ce domaine. Derrière l'image glamour véhiculée par certains films, le métier de banquier exige bien plus : sens du relationnel, atout commercial... Dans ce portrait métier, on vous dit tout. Nous avons recueilli les témoignages de professionnels du secteur pour dresser le profil type recherché par les banques.

Des qualités relationnelles

Etre banquier, c'est plus que de beaux costumes et une calculette. C'est avant tout un métier de relation, de confiance et de stratégie commerciale. Selon Vololona Rakotoseheno, banquière depuis cinq ans, voici les qualités clés à maîtriser si vous souhaitez vous lancer dans cette voie. "Ce métier nécessite un grand sens du relationnel. Un bon banquier sait écouter, comprendre et instaurer une vraie relation de confiance avec ses clients. Un client qui se sent compris reviendra naturellement, et mieux encore, il vous recommandera à son entourage. Le relationnel, c'est la base de la fidélisation. On attend aussi des banquiers qu'ils soient porteurs de solutions. Le banquier est avant tout un conseiller, et chaque client vient avec une problématique : un projet immobilier, une entreprise à financer, une difficulté passagère... À vous de comprendre rapidement la situation et de proposer des solutions adaptées, réalistes et claires."

Mahatoky Andrianarisoa, chargé des affaires dans une grande banque de la capitale indique que le sens commercial est également très important. "Le banquier est aussi là pour proposer les bons produits au bon moment, sans forcer, mais avec justesse. Cela suppose de connaître les

offres de la banque sur le bout des doigts, mais aussi de savoir détecter les opportunités, de convaincre sans agacer, et de transformer un besoin en une solution concrète. A cela s'ajoute la qualité de service. Un bon banquier est réactif, disponible et rigoureux, surtout lorsqu'il s'agit du suivi client ou du service après-vente. Une erreur non corrigée ou un retard de réponse peut faire perdre un client. Il faut donc être proactif, organisé et toujours chercher à offrir une expérience fluide et positive, même après la signature d'un contrat."



Journée type et ambiance de travail

Andry Andrianarisoa, chargé de grands comptes, dévoile les coulisses de son quotidien. "La journée commence à 8 heures, mais en réalité, elle est déjà préparée la veille. Je démarre souvent par des visites clients, en général deux par jour. Cela peut être un prospect ou un client déjà existant dans mon portefeuille, à qui je souhaite proposer un produit bancaire adapté à son entreprise. Une fois les visites terminées, retour au bureau pour le suivi des comptes : vérification des dépassements, des versements, et autres mouvements. Si je repère une anomalie,

je contacte directement le client pour résoudre la situation au plus vite. En fin de journée, je travaille sur les dossiers de crédit : analyse financière des entreprises, préparation des éléments pour convaincre la direction d'accorder un prêt, et montage du dossier à présenter au comité crédit. C'est là qu'entre en jeu la force de persuasion, une qualité essentielle dans ce métier. Enfin, je suis de près la qualité de service. Une réclamation client, par exemple, doit être traitée sous 48 heures, et je veille personnellement à ce que chaque dossier soit suivi de bout en bout, jusqu'à sa résolution complète. Dans la banque, c'est un critère de performance fondamental.

“Ce que j’adore dans ce métier, c’est le challenge !”, lance Tiana Nomena, banquière depuis trois ans. Compétitive dans l’âme, elle carbure à l’atteinte des objectifs. « Il y a un vrai esprit de compétition, c’est stimulant. Si on a 50 clients dans notre portefeuille, on doit viser le double d’ici la fin de l’année. C’est une vraie course au développement”, confie-t-elle. Il ne s’agit pas seulement de faire du chiffre en quantité. Développer le portefeuille client, c’est aussi travailler faire croître le Produit net bancaire (PNB).

Le PNB, c'est un peu le nerf de la guerre : il représente la valeur réelle que la banque tire des clients, à travers les intérêts sur les crédits, les commissions sur les services, les frais de gestion, etc...

L'apparence compte, et pas qu'un peu

Enfin, la tenue vestimentaire fait partie intégrante du métier. Elle reflète le professionnalisme, l'image de confiance que vous inspirez aux clients, et parfois même le standing de la banque que vous représentez. Un banquier ou une banquière doit donc miser sur un look soigné, élégant et sobre : costume bien taillé, chemise impeccable, chaussures cirées, ou pour les femmes, tailleur chic et talons maîtrisés. L'objectif ? Etre crédible au premier regard, sans en faire trop, mais sans jamais paraître négligé. Mais attention, si vous êtes plus à l'aise en baskets sur des chantiers poussiéreux, en tenue de terrain ou si les talons hauts et les costumes vous donnent des boutons, ce n'est clairement pas un univers pour vous. La banque, c'est aussi une question de présentation, de rigueur et de codes, à assumer avec style !

Assurance ARO: 50 ans d'excellence et une performance financière solide

JEAN RIANA | 25 JUILLET | LES NOUVELLES

Cette année, l'Assurance Aro célèbre son 50^e anniversaire.



Un demi-siècle d'existence durant lequel elle a réalisé une performance financière exceptionnelle. Son chiffre d'affaires a atteint 194,3 milliards d'ariary pour l'année 2024, enregistrant une progression significative de 8,28% par rapport à l'exercice précédent.

La rentabilité de l'entreprise est aussi en progression avec un résultat net de 15,6 milliards d'ariary, soit une augmentation de 40,3% par rapport à 2024. Et le montant de ses

capitaux propres atteint 398,9 milliards d'ariary, soit une progression de 13,7%.

Un culte œcuménique a démarré la célébration à l'Ecar SVD à Ambatobe. Njaka Rahamalivony, Directeur général adjoint commercial marketing et communication a affiché sa fierté. « Cette croissance s'appuie sur le dynamisme des branches Non-vie, enregistrant une hausse de 9,36% ainsi que sur le développement des acceptations en réassurance avec une augmentation de 11,49% » a-t-il souligné.

En tout, l'assurance Aro dispose de 29 agences éparses dans les différentes régions dont 22 agences directes et 7 agences générales. A noter qu'en 2015, la société a obtenu la certification ISO 9001 en reconnaissance de ses efforts. Elle s'est également vue décerner le Diamond Prize for Quality 2024, par l'European Society for Quality Research (ESQR).

Argentine : un nouveau prêt accordé par le FMI, accord en vue du versement de 2 milliards de dollars

25 JUILLET | LEFIGARO

Cette aide s'inscrit dans le cadre d'un programme d'aide de 20 milliards de dollars (17 milliards d'euros) annoncé mi-avril.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé jeudi être parvenu à un accord avec le gouvernement argentin, dans le cadre de la première revue de son programme d'aide en cours dans le pays, ouvrant la voie au versement d'une tranche de deux milliards de dollars (1,7 milliard d'euros). Cette nouvelle tranche de prêt, la deuxième après le versement initial, est encore sujette à validation par le conseil d'administration du Fonds, qui se réunira d'ici fin juillet.

Cela portera à 14 milliards de dollars (11,9 milliards d'euros) le montant versé à l'Argentine dans le cadre d'un programme de 20 milliards de dollars (17 milliards d'euros) annoncé mi-avril. «Le programme a connu un départ solide, porté par la mise en place de strictes politiques macroéconomiques, dont un ancrage budgétaire fort et un positionnement monétaire resserré», s'est félicité le FMI dans un communiqué. Le Fonds souligne notamment le maintien du taux de change aux niveaux prévus ainsi qu'un ralentissement de l'inflation, qui a atteint fin juin 39,4% sur un an, contre 117,8% sur un an fin 2024.

Une croissance économique jugée «satisfaisante»
Autre point important, la croissance économique reste sur un rythme satisfaisant, avec dans le même temps une baisse du taux de pauvreté, qui a atteint un temps

plus 50%, avant de revenir à 38,1% en fin d'année 2024, soit le niveau avant l'arrivée au pouvoir de Javier Milei. L'institution basée à Washington a également souligné le retour de l'Argentine sur les marchés financiers, après un relèvement de sa note mi-juillet par l'agence Moody's. La dette argentine de long terme a en effet vu sa notation progresser de deux crans, passant de Caa3 à Caa1, même si elle reste toujours en catégorie spéculative.

Le prêt du FMI s'inscrit dans un programme de soutien impliquant d'autres institutions financières internationales, au premier rang desquelles la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, pour un montant total de 42 milliards de dollars (35,7 milliards d'euros). Sous l'effet d'un choc d'austérité budgétaire et de larges coupes dans la dépense publique, le président argentin Javier Milei, élu en décembre 2023 avec pour ambition de redresser l'économie du pays sud-américain, a réussi à dégager en 2024 un premier excédent budgétaire depuis 14 ans.



📍 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

📞 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

🌐 www.ccifm.mg

✉ ccifm@ccifm.mg ✉ adhesion@ccifm.mg

🌐 **f** CCI France Madagascar

🌐 **X** CCI France Madagascar

🌐 **in** CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

